

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 3 juin 2014

Grand Conseil

46 2014.0340 Motion 068-2014 PS-JS-PSA (Aebersold, Berne)

Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts? Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP

N° de l'intervention: 068-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 13.03.2014
Motion de groupe: Oui
Déposée par: PS-JS-PSA (Aebersold, Berne) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence refusée: le 20.03.2014
Bureau du Grand Conseil: 25.03.2014

Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts? Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP

En vertu de l'article 25 de la loi sur le Grand Conseil, le Bureau du Grand Conseil est chargé de présenter un projet d'arrêté portant institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP, qui sera chargée d'enquêter sur la taxation pratiquée à l'égard des entreprises dont le domicile fiscal se trouve à l'étranger.

L'arrêté du Grand Conseil doit selon la loi sur le Grand Conseil déterminer la taille, la composition, le mandat, le secrétariat et les moyens financiers de la CEP.

Développement

L'article 25 de la loi sur le Grand Conseil a la teneur suivante: « Dans l'exercice de la surveillance au sens de l'article 78 de la Constitution cantonale, le Grand Conseil peut instituer une commission d'enquête si des événements d'une grande portée demandent à être clarifiés, pour établir les faits, pour réunir d'autres moyens d'appréciation et pour porter une appréciation politique. »

Il est précisé que la CEP est instituée par arrêté du Grand Conseil. Cet arrêté doit définir le mandat et la composition de la commission et en désigner le secrétariat.

Les documents concernant la fiscalité de l'entreprise Amman à Langenthal ou plus précisément sa filiale Manilux donnent des raisons de craindre que la taxation pratiquée par l'Intendance cantonale des impôts n'a pas entièrement répondu ces dernières années aux dispositions légales en ce qui concerne les entreprises dont le domicile fiscal se trouve à l'étranger. En particulier, il y a des raisons de douter de ce que les organes opérationnels et le conseil d'administration exercent leurs activités sur place et que le site peut véritablement être reconnu comme domicile fiscal. La pratique de l'Intendance cantonale des impôts dont il est question ici pourrait concerner également d'autres entreprises du canton de Berne. Comme d'importantes sommes risquent d'avoir échappé au canton du fait de l'application lacunaire des bases légales, la pratique de l'Intendance des impôts et ses responsabilités doivent être tirées au clair. La CEP serait chargée de clarifier notamment les questions suivantes:

D'autres entreprises dont le siège se trouve dans le canton de Berne et qui ont une filiale à l'étranger ont-elles été imposées dans les années 2003 à 2010 de la même manière que le groupe Amman ?

Qu'a fait l'Intendance des impôts ces dix dernières années pour contrôler au domicile fiscal des entreprises bernoises si elles y déploient effectivement des activités?

La taxation d'entreprises bernoises dotées d'un domicile fiscal additionnel a-t-elle été faite correctement depuis 2004, conformément à l'article 75 de la loi sur les impôts et à l'article 50 de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LIFD)?

Les agréments fiscaux (rulings) d'entreprises bernoises ayant un domicile fiscal à l'étranger ont-ils été conformes à partir de 2004 aux critères de légalité établis par la jurisprudence du Tribunal fédéral de l'époque ?

Quelles pertes fiscales le canton et les communes ont-ils subies et subissent-ils encore ?

Motivation de l'urgence :

La décision de la Commission des finances (CFin) de renoncer à un contrôle indépendant remonte au 19 février 2014. Le Grand Conseil doit pouvoir décider rapidement si les documents à la disposition de la CFin sont de nature à inciter à demander des investigations plus poussées sur la pratique de taxation antérieure. Il faut éviter la prescription de créances complémentaires.¹

Réponse du Bureau du Grand Conseil

Le Grand Conseil peut instituer une commission d'enquête si des événements d'une grande portée demandent à être clarifiés (art. 25 ss LGC du 8 novembre 1988, art. 100 LGC du 4 juin 2013).

La motion a pour objet principal de charger le Bureau du Grand Conseil d'instituer une commission d'enquête parlementaire (CEP) et de la charger d'examiner de près *la pratique de taxation de l'Intendance des impôts à l'égard des entreprises dont le domicile fiscal se trouve à l'étranger*.

Le Bureau du Grand Conseil considère que l'institution d'une CEP pour mener une telle investigation ne se justifie pas, étant donné que les organes compétents en matière de surveillance financière se sont déjà saisis de la thématique. Il s'agit d'une part de la Commission des finances, qui exerce la haute surveillance parlementaire dans le domaine financier et, d'autre part, du Contrôle des finances, dont l'indépendance technique est totale et qui est comptable uniquement à la Constitution et à la loi. La Commission des finances a ainsi décidé le 19 février 2014 de charger le Contrôle des finances de *clarifier si la pratique actuelle de l'Intendance cantonale des impôts s'agissant des sociétés offshore est conforme aux bases légales en vigueur ainsi qu'à la pratique à l'échelle suisse*². Le Contrôle des finances s'acquittera de ce mandat dans le cadre d'un contrôle spécial.

Compte tenu du fait qu'un organe indépendant, à savoir le Contrôle des finances, va contrôler la pratique de l'Intendance des impôts bernoise dans le domaine des affaires offshore et dans l'état actuel des connaissances, il n'est pas nécessaire d'instituer une CEP. Si de nouveaux faits devaient être révélés, la situation devrait faire l'objet d'une nouvelle appréciation.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

La présidente. J'espère que vous aurez quand même deux ou trois membres dans la salle, parce que nous aimerions continuer avec l'affaire n°46, motion du PS-JS-PSA «Pratique scandaleuse à l'Intendance des impôts? Institution d'une commission d'enquête parlementaire CEP». M. Aebersold a la parole. Je vous demande quand même d'être un petit peu plus tranquilles, s'il vous plaît.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Vor den Wahlen gingen die Wogen hoch. Uns wurde denn auch ein wenig vorgeworfen, die Motion sei quasi ein Wahlschlager. Ich überlasse es Ihnen, zu beurteilen, ob sie es war oder nicht. Gemäss neuem Reglement hätten wir die Möglichkeit gehabt, die Motion vor der Debatte zurückzuziehen. Jetzt läuft die Geschichte. Entsprechend entschieden wir uns, die Motion nicht zurückzuziehen, vor allem auch, weil seit März wenig bis nichts passiert ist, zumindest nichts, was öffentlich nachvollziehbar wäre. Darum wiederhole ich kurz, was die Motion bezweckt. Wir verlangen die Einsetzung einer PUK, die die Steuerveranlagungspraxis gegenüber

¹ Le Bureau du Grand Conseil a décidé le 20 mars 2014 de ne pas accorder l'urgence, mais d'inscrire la motion au programme de la session de juin. Le Grand Conseil a rejeté le 18 mars 2014 une motion d'ordre demandant le traitement de la motion à la session de mars (cf. Journal 2014, session de mars, délibérations des 17 et 18 mars 2014).

² Cf. communiqué de presse de la Commission des finances du 19 février 2014

Unternehmen mit Steuerdomizil im Ausland prüft. Wird die Motion überwiesen, muss anschliessend ein Grossratsbeschluss ausgearbeitet werden, der den Auftrag der PUK, deren Zusammensetzung und auch die Fragebestimmungen des Sekretariats regelt. Das ist heute relativ einfach: Ja/Nein.

Für die Ablehnung der Motion gibt es zwei Gründe. Man kann Nein stimmen, weil man der Ansicht ist, man habe im Kanton Bern mit der Besteuerung von Offshore-Gesellschaften keine Probleme, es sei alles in Ordnung. Oder man kann die Motion ablehnen, weil man sich sagt, die FiKo und die Finanzkontrolle seien diesbezüglich an der Arbeit. Ich glaube, das haben wir letztes Mal bereits ausgiebig diskutiert – nicht wahr, Peter Brand, darüber haben wir schon inhaltlich, obschon es nicht inhaltlich gewesen wäre, gesprochen. Ich glaube, die Gretchenfrage ist jetzt, was zu prüfen ist. Der Auftrag, den sich die Finanzkommission erteilte, ist, die aktuelle Praxis zu prüfen. Da haben wir die Differenz. Wir sagen Ja zur Motion, wir wollen eine PUK, weil wir vor allem auch die Steuerpraxis der vergangenen Jahre prüfen wollen. Dazu stellt sich eine Reihe von Fragen, die ich Ihnen nicht vorlesen muss. Wer interessiert ist, kann sie in der Motion nachlesen. Entscheidend ist nicht nur die aktuelle Praxis, sondern wie es in der Vergangenheit gehandhabt wurde. Hier geht es uns um die fehlende Transparenz und um die Praxis, die übrigens auch in anderem Zusammenhang immer wieder ein Thema ist. Ich erinnere an die Interpellation von Adrian Wüthrich – «Unternehmen mit Steuererleichterungen: Welche Steuerpraxis und welche zukünftige Politik?». Interpellationen diskutieren wir hier ja nicht mehr. Aber es lohnt sich, sie zu lesen; die Antwort dazu wurde verschickt. Hier gibt es eine Diskrepanz bezüglich der Zeit; wir wissen momentan nicht, wo wir stehen und was alles gegangen ist. Ich stelle nach wie vor die Frage hier an den Grossen Rat, ob man warten will, bis der Druck so gross wird – medial, allenfalls auch im Ausland –, dass er vergleichbar wird mit demjenigen bezüglich des Bankgeheimnisses. Aus der Antwort zur Motion, ganz am Schluss, las ich übrigens auch ein wenig heraus, dass doch eine gewisse Unsicherheit besteht. Steht doch dort: «Im Fall künftiger neuer Erkenntnisse drängt sich unter Umständen eine Neubeurteilung auf.» Ich frage: Warum nicht heute, in aller Ruhe, mit bernischer Gelassenheit sagen, man kläre das auch rückblickend ab? Ich werde selbstverständlich sehr froh und dankbar sein, dann vom FiKo-Präsidenten zu vernehmen, der Auftrag sei erweitert worden, man wolle nicht «oublier, balayer», sondern sauber abklären, was geschehen ist, und in Zukunft sauber agieren. Ich bitte Sie, die Motion zu unterstützen. Danke für Ihre Aufmerksamkeit.

La présidente. Pour la Commission des finances M. Iseli.

Jürg Iseli, Zwieselberg (UDC), rapporteur de la Commission des finances. Nach Michael Aebersolds Votum ist eine kurze Erläuterung, was in Bezug auf dieses Geschäft in der Finanzkommission läuft, angebracht. Nach dem Fall Ammann-Schneider spielte der Regierungsrat den Ball an die Finanzkommission weiter. Sie sollte die Machenschaften, die Rulings der Steuerverwaltung überprüfen und eruieren, wie und ob sie im gesetzlichen Rahmen vollzogen werden. Die Finanzkommission schloss sich mit der Finanzkontrolle zusammen und erteilte dieser einen Auftrag, der bis heute noch nicht vollständig definiert ist. Man ist in einem laufenden Verfahren, und wir tätigen Abklärungen mit Stellen, die grundsätzlich das Know-how und die Möglichkeiten hätten, die Machenschaften, die Organisation und die Anliegen betreffend die Steuerverwaltung des Kantons Bern zu öffnen und einzusehen. Die Finanzkommission erachtet es als sehr wichtig, dass wir nicht den Kanton Bern spezifisch in den Fokus der Offshore-Gesellschaften setzen, sondern dass er im Fokus der schweizerischen Gegebenheiten betrachtet wird. An die richtigen Stellen zu gelangen, ist gar nicht so einfach. Ich bin überzeugt, dass eine PUK im gegenwärtigen Zeitpunkt das falsche Instrument ist, um dieses Geschäft bearbeiten zu können. Ich bitte Sie, die Motion abzulehnen und der Finanzkommission die nötige Zeit einzuräumen, damit sie ihr Verfahren abschliessen und zuwarten kann mit der Offenlegung dessen, was unternommen wurde, vor dem Rat oder den Medien. Danach ist zu entscheiden, ob weitere Schritte nötig sind. Ich kann Ihnen versichern, dass wir genau hinschauen; wir reagieren und agieren, soweit wir können. Wo uns die Hände gebunden sind, können wir nichts tun. Da kann man auch mit allen anderen Mitteln nicht eingreifen. Aber Sie können sicher sein, dass wir genau hinschauen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Vorhin wurde erwähnt, dass wir uns seit mehreren Monaten mit Fragen zu Offshore-Geschäften sowie Finanz- und Steuerfragen hier im Kanton Bern beschäftigen. Für die grüne Fraktion sind zwei inhaltliche Punkte wichtig, bevor wir zum Vorgehen übergehen. Dass diese Fragen genau untersucht werden müssen, ist wohl allen klar. Optimieren

Unternehmen ihre Steuern, sind wir gefragt zu kontrollieren, ob dies rechtens und richtig getan wird und ob wir es so wollen. Ich zitiere hier aus einer relativ unverdächtigen Quelle, nämlich der «Neuen Zürcher Zeitung» vom 7. Februar: «Die Ammann-Gruppe hat tatsächlich versucht, via ausländische Firmen Steuern zu sparen.» In dieser Ausgangslage liegen die Fakten auf dem Tisch; wir müssen hinschauen. Das heisst noch nicht, dass alles falsch gewesen sein muss, doch sind wir gefordert, unseren Fokus darauf zu richten.

Zweitens mag dies zwar hier nicht ausführlich diskutiert werden, ist uns aber wichtig: Seien wir uns bewusst, dass die Schweiz bezüglich Unternehmenssteuern international ein Paradies ist und das geltende Gesetz sehr viele Möglichkeiten bietet, Steuern zu sparen. Hier geht es jetzt nicht um die ganze inhaltliche Debatte, aber für die grüne Fraktion ist es ein wichtiges Dossier. Es geht darum, jenen Bürgerinnen, Bürgern und Unternehmen – vielen KMU, in denen tagtäglich gearbeitet wird und die ihre Steuern bezahlen – Gewissheit zu vermitteln, dass alle mit gleichen Ellen gemessen werden und in diesem Kanton Steuergerechtigkeit herrscht.

In unserer Fraktion reagierten wir sehr rasch. Zu erwähnen ist die Motion von Urs Muntwyler, die bereits im Februar eine unabhängige Überprüfung der Offshore-Geschäfte forderte. Nach Rom führen verschiedene Wege, ebenso zu mehr Transparenz, die der grünen Fraktion ein grosses Anliegen ist. Der eine Weg führt über die Motion, die der Regierungsrat hoffentlich nächstens einmal beantworten wird, der andere Weg führt – wie der FiKo-Präsident sagte, über die Kommission, die momentan an dieser Thematik arbeitet, oder es gibt auch die Möglichkeit über die parlamentarische Untersuchungskommission. Der grünen Fraktion sind alle Wege recht, die zum Ziel führen. Vom FiKo-Präsidenten haben Sie vernommen, man sei an der Arbeit, wisse aber noch nicht genau, wie es weitergehe. Daher unterstützen wir alle drei Wege. Wichtig ist uns Transparenz. Führt der eine Weg nicht zum Ziel, schlagen wir den anderen ein. Die Grünen sind dafür, alle Wege weiterzuverfolgen. Wir werden die Geschäfte der Finanzkommission eingehend behandeln und die Resultate hier dann hoffentlich beurteilen können. Wir müssen auch alle Instrumente nutzen. Die Grünen unterstützen alle Wege und alle Instrumente. Herzlichen Dank!

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Ich kann mich dem Votum von Natalie Imboden und auch dem Votum von Jürg Iseli nur anschliessen. Die SP will ja eine PUK einsetzen, um die im Kanton Bern niedergelassenen Unternehmen mit Steuerdomizil im Ausland, sogenannte Offshore-Gesellschaften, zu prüfen. Auch für die glp-Fraktion haben die Steueroptimierungen einen etwas faden Beigeschmack gegenüber unserer Spardebatte vom November. Wir meinen aber, nicht eine PUK sei das richtige Instrument, sondern das oberste Finanzorgan, nämlich die Finanzkommission. Sie ist an der Arbeit, wie Jürg Iseli berichtete. Unserer Meinung nach wird eine PUK wahrscheinlich nicht viel mehr als Kosten generieren; die Untersuchung ist bei der FiKo in den besten Händen, und ich kann Ihnen sagen, dass wir am Ball bleiben, kritisch hinschauen und unser Möglichstes tun werden.

Etwas dürrtig finde ich die Begründung der SP. Im ersten Satz steht: «Der Verzicht auf eine unabhängige Überprüfung durch die Finanzkommission datiert vom 19. Februar 2014.» Das ist einfach nicht wahr; dagegen wehre ich mich. Wir sind an der Arbeit – immer noch –, und wir werden unser Bestes geben. Die glp-Fraktion lehnt die Motion ab. Wir befürworten kein Parallelorgan, das alle Offshore-Gesellschaften untersucht; vielmehr soll die FiKo ihre Arbeit weiterführen.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Das Büro des Grossen Rates wird beauftragt, einen Grossratsbeschluss zur Einsetzung einer PUK in Sachen Steuerveranlagungspraxis gegenüber Unternehmen mit Steuerdomizil im Ausland auszuarbeiten und dem Grossen Rat so rasch als möglich zum Beschluss vorzulegen. Die Situation des Unternehmens Ammann, Langenthal, wurde mehrmals geprüft, einerseits auf Bundesebene und dort als rechtens befunden; andererseits befassten sich bereits die zuständigen kantonalen Finanzorgane – die Finanzkommission als parlamentarisches Oberaufsichtsorgan und die Finanzkontrolle als fachlich unabhängige Kontrollstelle – mit der Problematik. Die Prüfung der Finanzkontrolle wird im Rahmen einer Sonderprüfung erfolgen, was durchaus genügt. Weiter verweise ich auf die zusätzlichen Erläuterungen des Präsidenten der Finanzkommission, Jürg Iseli. Aufgrund dieser Voraussetzungen ist die Einsetzung einer PUK zum heutigen Zeitpunkt unverhältnismässig und unnötig. Gerne warten wir jetzt die Resultate aus der Sicht der FiKo ab. Die BDP-Fraktion lehnt die Motion ab.

Hans Kipfer, Thoune (PEV). Die Motionäre aus SP-Kreisen vermuten eine skandalöse Veranlagungspraxis in der bernischen Steuerverwaltung und fordern, diese von einer PUK untersuchen zu lassen. Bereits in der Märzsession hatten wir im Rahmen eines Ordnungsantrags Gelegenheit, zu dieser Frage Stellung zu nehmen. Für die EVP-Fraktion ist weiterhin klar, dass die Aufsicht über die genannten Geschäfte sowohl bei der Finanzkontrolle wie bei der Finanzkommission als deklarierte Organe liegt. Sie haben sich dieser Frage ja bereits angenommen. Es sei klargestellt, dass die EVP hohes Interesse daran hat, dass die bernische Steuerveranlagungspraxis geltendem Recht entspricht. Weiter haben wir grosses Interesse daran, dass gerade Gesellschaften mit ausländischem Domizil in der Schweiz gleich und nach gleichen Regeln taxiert werden. Wir sind überzeugt, dass die bernische Steuerverwaltung in diesem Bereich gute Arbeit leistet. Nichtsdestotrotz gibt es Hinweise darauf, dass sich hier eine Praxis eingeschlichen hat, die vielleicht nicht im Sinn des Gesetzgebers oder nicht im Sinn des Volkes und der Allgemeinheit ist. Also stellt sich die Frage, ob diese Praxis von einer besonderen PUK untersucht werden soll. Ist ein weiteres Aufsichtsorgan nötig, weil die bisherigen Aufsichtsorgane, Finanzkontrolle und Finanzkommission, versagt haben? Welche Möglichkeiten, die die bestehenden Organe nicht haben, hätte denn eine PUK? Sie wird parteipolitisch nicht anders zusammengesetzt sein als bestehende Organe. Eine PUK hat auch nicht höhere Kompetenzen bei der Einsichtnahme als beispielsweise die FiKo. Eine PUK hat kein Weisungsrecht gegenüber der Eidgenossenschaft und kann andere Kantone nicht zu ihrer Praxis befragen. Nochmals: Die EVP setzt sich für eine ehrliche, faire und gerechte Veranlagungspraxis ein, egal auf welchem Gebiet. Sie vertraut aber darauf, dass die bestehenden Aufsichtsorgane alles daransetzen, diese Fragen in geeigneter Weise zu klären. Somit lehnen wir die Motion und damit die Einsetzung einer PUK ab.

Adrian Haas, Berne (PLR). Würde man für so etwas eine PUK bilden, wäre das, als ob man mit Kanonen auf Spatzen schösse. Dieser Vorstoss stammt ja aus dem Wahlkampf; dafür kann man noch minimales Verständnis aufbringen. Doch hätte ich jetzt erwartet, dass er zurückgezogen wird, zumal man es in der Märzsession klar ablehnte, den Vorstoss noch rasch zu traktandieren.

Nun haben wir ihn halt, müssen darüber reden und ihn danach ablehnen. Und zwar nicht nur der Form halber, sondern auch seines Inhalts wegen. Die Rulings, die Unternehmen in guten Treuen mit unserem Kanton und der Steuerverwaltung vereinbart hatten und die absolut legal und sauber sind, darf man sicher nicht wieder auflösen. Das würde heissen, den Unternehmen zu signalisieren, dass sie sich nicht mehr auf Vereinbarungen verlassen können, die sie mit den Behörden getroffen hatten. Das wäre ein fatales Signal für den Wirtschaftsstandort Bern.

Weiter muss ich Ihnen sagen, dass es keine Besonderheit war, dass Unternehmen ihre Steuern optimierten. Ich verweise auf den interessanten Artikel der «Berner Zeitung» vom 7. Februar, wo getitelt wurde, alle Schweizer Konzerne hätten das gemacht und seien mit den Steuerparadiesen verbunden – alle grossen Schweizer Konzerne. Das war also nur eine übliche Praxis. Auch wir, auch der Kanton Bern zieht mit Steuervorteilen Unternehmen an. Das finden wir toll. Warum sollten wir das dürfen, aber ausländische Staaten nicht? (*La présidente agite sa cloche.*) Zieht man selber Unternehmen an mit Steuervorteilen, muss man damit rechnen, dass das auch andere Staaten tun. Dann werden die Steuern halt ab und zu so optimiert, und der Kanton Bern hat vielleicht etwas weniger Geld. Doch wird dann ja auch in Arbeitsplätze investiert. Wir lehnen den Vorstoss klar ab.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Ich glaube, ich schaffe es, dass wir alle rechtzeitig in die Mittagspause können. Wir alle erinnern uns daran, wie scharf die Vorwürfe ausfielen, einerseits im Schweizer Fernsehen, aber auch in der Presse. Es ist immer heikel, wenn ein Bundesrat involviert ist. Und unabhängig davon, was wir uns jetzt vorstellen, was heikel war, was wahr war und nicht gut lief, ist es grundsätzlich wichtig, dem nachzugehen, wenn solche Vorwürfe im Raum stehen. Nur nachdem wir das wirklich untersucht haben, ist es dann auch vom Tisch. Daher wäre es jetzt sinnvoll aufzuklären, was genau passiert ist. Dann könnten wir tatsächlich einen Strich darunter ziehen. Sonst klappt das kaum.

Von verschiedener Seite wurde argumentiert, die Finanzkommission sei an der Arbeit. Liest man deren Medienmitteilung, schreibt sie ausdrücklich und ganz klar, man wolle die aktuelle Praxis untersuchen. Wenn wir daran denken, dass noch rückwirkend auf fünf Jahre Geld eingezogen werden kann und es hier wirklich darum geht zu klären, was effektiv vorgefallen war, müsste man auch rückwirkend untersuchen. Genau deshalb reichte die SP überhaupt diese Motion ein.

Eine Schwierigkeit in der ganzen Diskussion bestand noch darin, dass die Steuerverwaltung gesagt hatte, im Ausland könne man gar nicht untersuchen. Das überprüfte ich ein wenig. Allein schon wenn Sie ins Internet gehen – dafür brauchen Sie nicht nach Luxemburg zu reisen –, können Sie beispielsweise einsehen, was in den Berichten von Finilux steht. Das ist dort nach luxemburgischem Recht offengelegt. Daher kann sich die Steuerverwaltung den Vorwurf wohl nicht ganz ersparen, nicht optimiert zu haben. Wäre man diesem Fall wirklich seriös nachgegangen, wäre effektiv mehr möglich gewesen.

Ich glaube, es wäre besser, wenn man die Sache von einer PUK untersuchen lassen würde und dann einen Strich darunter ziehen könnte. Allerdings spüre ich, dass es schwierig sein wird, eine Mehrheit zu finden. Ich bin überzeugt, dass wir nochmals auf die ganzen Offshore-Sachen zurückkommen werden, auch die vergangenen. Sie werden es sehen.

La présidente. J'aurais aimé voter encore aujourd'hui, mais je pense que ce n'est plus possible, car nous avons encore trois intervenants. Nous écoutons encore Peter Brand pour l'UDC.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Nur ganz kurz, sonst verkürzt die Sitzung tatsächlich unsere Mittagspause. Auch wir hätten erwartet, dass die Motion zurückgezogen wird, weil die Finanzkommission an der Arbeit ist. An sich ist es konsequent, wenn die SP mit ihrer Politik die Motion weiterführt. In der letzten Legislatur stellten Sie alle Steuerzahlerinnen und Steuerzahler unter Generalverdacht, Steuern zu hinterziehen. Nun folgt in der Motion noch die Konsequenz daraus, indem Sie sagen, die Steuerverwaltung operiere auch nicht richtig. Daher ist es verständlich, dass Sie die Motion nicht zurückziehen. Wir wehren uns aber ganz entschieden gegen sie. Die FiKo ist an der Arbeit, das haben wir gehört.

Natalie Imboden möchte ich entgegnen, dass es nicht illegal, sondern manchmal sogar zwingend ist, Steuern zu sparen, wenn sich dadurch die Arbeitsplätze in der Schweiz erhalten lassen.

Die Begründung des Büros für die Ablehnung der Motion überzeugt. Die Arbeiten sind im Gang. Wir sollten unsere Finanzaufsichtsorgane nicht mit einer PUK übersteuern, wo es unnötig ist. Ich möchte auch weder gegen die FiKo noch gegen die Steuerverwaltung ein Misstrauensvotum erheben. Die Argumentation der SP vorhin, von Roland Näf, dass man auch rückwirkend prüfen wolle, ist ganz gefährlich. Veranlagte Steuern, rechtsgültige Steuerrulings kann man doch nicht rückwirkend abändern. Das wäre ein ganz schlechtes und völlig falsches Zeichen gegenüber der Wirtschaft und unseren Steuerzahlenden. Lehnen Sie deshalb diese Motion mit Überzeugung ab.

La présidente. Le président de la Commission des finances demande à ses membres de se retrouver dans la salle des pas perdus et ce tout de suite. Je clos la séance. Demain matin, nous voterons sur cette motion, soyez donc ponctuels. Bonne journée, bon appétit.

Les délibérations sur cette affaire sont interrompues.

La séance est levée à 11 heures 45.

Les rédactrices :

Rosmarie Wiedmer-Pfund (d)

Catherine Graf Lutz (f)